

SOMMET

Travaux de rénovation pour l'Union

PLUS LOIN AVEC L'EXPRESS EN LIGNE
www.lexpress.fr

Afin d'éviter le blocage à l'heure de l'élargissement, les Quinze, réunis au Portugal, ont promis de se doter de nouvelles règles. Ils ont six mois, sous présidence française, pour réussir



De g. à dr., du dernier au premier plan : Robin Cook, Jozias van Aartsen, Tony Blair, Lionel Jospin, Gerhard Schröder et Jacques Chirac, le 19 juin, au Portugal.

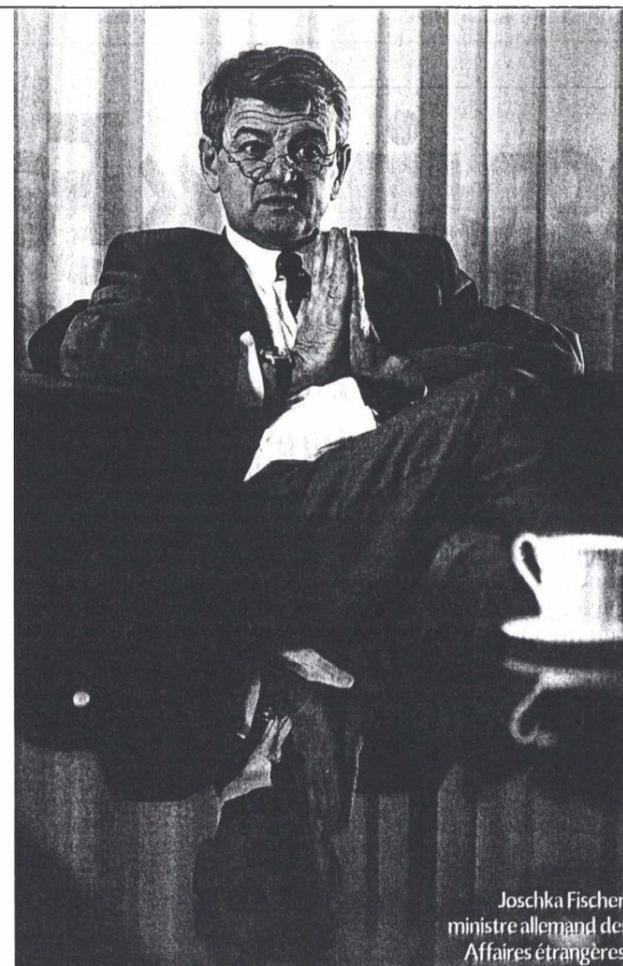
Commission, orfèvre s'il en est en mécanique communautaire, exhortait les Quinze et leurs experts à « soulever très vite le capot afin de regarder le moteur ».

De marque franco-allemande, ce dernier, qui jusqu'ici avait réussi à propulser l'Union, y compris sur le difficile chemin de la monnaie unique, apparaissait soudain grippé, à bout de souffle. Il est vrai aussi que son équipage Kohl-Mitterrand, si habile et enthousiaste à le faire fonctionner, avait dû céder le volant. Heureusement, à la mi-mai 2000, Joschka Fischer, avec toute sa fougue et son idéalisme, décide de s'en mêler. Justement inquiet de voir l'Union des Quinze « reculer » ou simplement « s'immobiliser », le chef de la diplomatie allemande et des Verts de son pays lance un appel solennel en faveur d'une véritable fédération européenne dotée d'un président élu au suffrage universel ! L'effet est immédiat : pour la première fois depuis le débat sur le traité de Maastricht et celui sur l'euro, discussions et polémiques repartent, sortant du même coup l'Europe de sa torpeur. Chacun y va de son plan, de son initiative, de sa suggestion. Parmi les derniers intervenants en date, François Bayrou et Daniel Cohn-Bendit, qui plaident ensemble pour une « Europe des citoyens », ou encore Alain Juppé et Jacques Toubon, qui réclament une Constitution pour l'Europe,

avec un pouvoir législatif renforcé et un exécutif clarifié, impliquant au besoin la suppression de la Commission de Bruxelles !

L'élargissement de l'Union implique sa refondation

Certes, les chefs d'Etat et de gouvernement réunis au Portugal pendant quarante-huit heures n'ont guère eu le temps de deviser sur les avantages et inconvénients de ces multiples propositions. Mais tous ont partagé le même diagnostic, y compris l'Autriche, dont la délégation a eu pour seule obsession de rompre un isolement que lui valent les thèses d'un certain Jörg Haider. Ce constat unanime, c'est que l'élargissement à 12 pays d'Europe centrale (plus Chypre et Malte) implique une refondation de l'Union, qui comptera une trentaine de membres. Et c'est bien là l'objet de la réforme institutionnelle en cours de discussion depuis le 14 février dernier – appelée aussi Conférence intergouvernementale (CIG) – qui doit s'achever, en principe, lors du sommet de Nice, fin décembre 2000, lequel conclura la prochaine présidence française, ouverte le 1^{er} juillet. Compte tenu de cet objectif ambitieux, puisqu'il s'agit de modifier les règles de fonctionnement communautaires plus efficaces permettant de diminuer les risques de blocage ou de dilution, ce sommet de Santa Maria da Feira devait se consacrer essentiellement à l'examen du programme de travail, de la méthode. Ce ne fut qu'un avant-goût des difficultés des mois à venir, chaque pays, grand ou petit, défendant pied à pied son nombre de commissaires, qui son droit de veto, par crainte que l'extension du champ des décisions prises à la majorité qualifiée ne lèse l'une de ses prérogatives nationales. A l'instar des Allemands, très soucieux de conserver aux Länder leurs traditionnelles compétences en matière de politique culturelle. Dans l'Union élar-



Joschka Fischer, ministre allemand des Affaires étrangères.

L'appel de Joschka Fischer en faveur d'une fédération sort l'Europe de sa torpeur

gie de demain, le vote à la majorité qualifiée devrait donc devenir la règle générale de décision au Conseil, ce qui ne va pas aller sans réticences sur des sujets aussi sensibles que la fiscalité...

Autre matière inscrite au programme de la présidence française : les coopérations renforcées. « L'appel de Joschka Fischer en faveur d'une Europe fédérale est certes un ballon d'oxygène, mais, si l'on ne veut pas que cet oxygène se transforme en gaz carbonique asphyxiant tout le monde, il faudra d'abord avancer au moyen de coopérations renforcées », explique l'un des experts de la CIG. Ces coopérations renforcées mettraient en effet aux États les plus motivés de progresser

dans l'intégration politique en travaillant plus étroitement ensemble sur certains sujets. Cette approche très pragmatique n'est pas tout à fait nouvelle, comme devait le souligner Hubert Védrine. Le chef de la diplomatie française estime que déjà « certains pays membres faisaient de la coopération renforcée sans le savoir, comme Monsieur Jourdain de la prose ». Ainsi,

lorsqu'ils ont donné naissance à Ariane, Airbus ou l'espace Schengen de libre circulation. Mais, cette fois, il s'agira d'aller plus loin en matière d'intégration, quitte à constituer à terme pour les États les plus volontaristes cette « avant-garde », ce « noyau dur » que les eurosceptiques redoutent tant. L'idée pourtant est de ne pas exclure personne, tout juste de laisser l'opportunité à ceux qui trouveraient la cadence trop rapide de reprendre leur souffle, avant – pourquoi pas ? – de rattraper le peloton de tête... Simultanément à cette refonte des institutions, il s'agira aussi pour l'Union de poursuivre tous ses chantiers en cours. Et parfois de les accélérer. Car certains, tel celui de l'immigration, sont d'une extrême urgence, comme le Conseil européen a pu le constater avec impuissance en apprenant, au moment même où il s'était réuni au Portugal, la mort tragique de 58 clandestins qui tentaient d'entrer en Grande-Bretagne.

De difficiles mois à venir

« Les mois qui viennent nous confronteront aux difficultés que rencontraient il y a cinquante années les fondateurs de l'Europe », constate le commissaire européen Michel Barnier, chargé de la politique régionale et de la Conférence intergouvernementale. A la veille d'aborder cette présidence française de l'Union, si stratégique, si vitale pour la poursuite de l'aventure communautaire, Hubert Védrine rétorquait en souriant à un observateur du sommet de Porto quelque peu dubitatif : « Vous ne pouvez tout de même pas écarter l'hypothèse que nous réussissions ! »

Alain Louyot

De notre envoyé spécial

Tenu à la veille des vacances d'été, ce sommet des Quinze au Portugal n'en avait pas moins des allures de rentrée scolaire. Tout concourait à cette atmosphère studieuse dont on avait perdu l'habitude depuis trois ans, à l'époque où se préparait le décevant traité d'Amsterdam. Tirant apparemment les leçons de cet échec dans sa précédente tentative de se réformer, la classe européenne, réunie les 19 et 20 juin à Santa Maria da

Selon Jacques Delors, l'Union n'en est plus au stade de l'intégration, mais de la survie

Feira, près de Porto, s'est affirmée résolue à travailler d'arrache-pied durant les six prochains mois, placés sous présidence française.

Hors de question en effet, à ce stade critique de la construction européenne, de se croiser

les bras ! « Nous n'en sommes plus au point de nous demander comment avancer vers davantage d'intégration, mais comment assurer la survie de l'Union européenne ! » confiait récemment Jacques Delors. Et l'ancien président de la

Res publica France inter L'EXPRESS

Le mercredi 28 juin, à deux jours du début de la présidence française de l'Union, c'est Pierre Moscovici, ministre délégué aux Affaires européennes, qui sera l'invité de Res publica, sur France Inter, de 19 h 20 à 20 heures.